

De ce qu'on doit

Ce texte tente d'aborder de la question de l'endettement des États dans le cadre de l'éducation populaire. Il y a beaucoup d'informations sur la dette, y compris un peu d'informations alternatives. Mais, même dans le cas des experts « non-orthodoxes », on a affaire à des gens qui proposent un certain diagnostic, en critiquent d'autres et parfois suggèrent, avec plus ou moins d'emphase, la politique à implémenter pour que les choses aillent mieux. Tout cela se passe largement au-dessus de nos têtes. Pensée de cette manière, l'économie nous touche certes, mais nous n'avons pas prise sur elle. Nous allons tenter de partir d'un certain nombre de choses que l'on sait, que l'on éprouve couramment sur la dette. Partir de nos expériences n'est pas une simple posture, mettre en avant la manière dont cette « dette » nous affecte permet aussi de trouver comment avoir prise sur elle.

Guillermo KOZLOWSKI

Introduction

Trois vécus ordinaires par rapport à la dette externe :

- Quelque chose de terriblement abstrait qui produit des effets très concrets.
- Un certain nombre de concepts très familiers pour parler de quelque chose dont le sens nous est incompréhensible. Le mot dette lui-même: on sait ce que c'est de devoir de l'argent, mais qu'est-ce que cela signifie de devoir des centaines de milliards d'euros ?
- L'impression que certains décident et en même temps ne décident rien.

C'est à partir de ces trois « ambiguïtés » que nous allons tenter de travailler.

Partie 1: Abstrait-Concret

Pour le commun des mortels, la crise est quelque chose de profondément abstrait aux ravages, eux, très concrets. L'image qui semble s'imposer d'elle-même est celle des cruels dieux de l'Antiquité qui demandaient des sacrifices humains¹ depuis l'Olympe. Cette ambiguïté est, selon un certain nombre d'économistes et responsables politiques, entièrement fausse. La question est mal posée, car, selon eux, la dette est quelque chose de très concrètement lié à nos vies.

Leur raisonnement est le suivant : la dette est très concrète parce que c'est de l'argent dont chacun d'entre nous a profité. En effet, pendant trente ans, la période de l'après-guerre jusqu'aux années 70, l'économie allait « très bien ». Tellement bien que les salaires et les prestations sociales ont augmenté. Mais avec le choc pétrolier de 1973, les coûts de production ont trop augmenté. Du coup, il en est résulté un déficit qui n'a cessé de grandir. Ce sont tous les discours enflammés sous l'air du « on vit au-dessus de nos moyens ». La

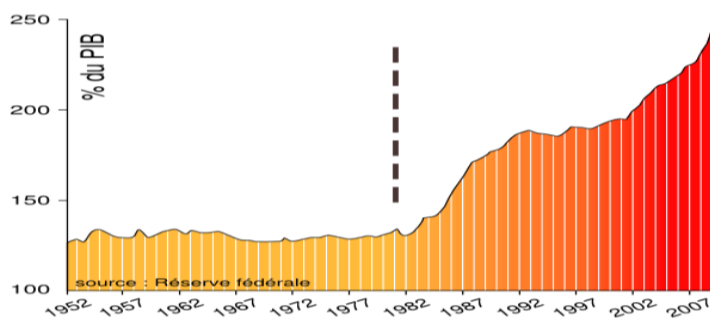
1 C'est par exemple ce que soutient Éric Toussaint dans son article « La religion de la dette » in *La dette ou la vie*, éditions Aden, 2011, pp. 41-45.

dette est concrète alors parce qu'il s'agit de l'argent avec lequel on a construit vos hôpitaux et vos écoles, l'argent qui permet de payer des retraites, l'argent qui a permis de maintenir un niveau social très (trop ?) élevé. Si cela vous semble « abstrait », c'est parce que vous êtes une bande de cigales qui n'ont pas regardé aux dépenses. Après l'ivresse des « trente glorieuses »², il faut revenir à la réalité.

Si on regarde les données objectives concernant les dettes des États, il est en effet manifeste que le problème commence en 1980. L'augmentation des dettes est exponentielle dans les pays du Sud et encore plus dans les pays du Nord.

C'est notamment le cas aux États-Unis :

Dettes totales aux États-Unis depuis 1952 (hors dette du secteur financier)



Mais aussi en Europe occidentale et dans la plupart des pays du tiers-monde. En Belgique, par exemple, le taux d'endettement passe de 55% du PIB en 1974 à 100% en 1982³.

L'affaire est donc entendue: le coupable ou l'origine de tout est la crise pétrolière. Cependant, il y a dans ce récit quelque chose d'un peu rapide. Le fait même de parler de crise comme le font communément les économistes est trompeur. En effet, si on se contentait de parler d'une augmentation très forte du prix du pétrole, on pourrait mieux comprendre.

Les créanciers changent

Si le pétrole est plus cher, il coûte plus aux acheteurs, mais en même temps... rapporte plus aux vendeurs. Comme l'analyse Olivier Lacoste dans le numéro spécial d'*Alternatives économiques* : « Les chocs pétroliers de 1973-1974 puis de 1979 apportent en effet une manne financière aux pays exportateurs de pétrole, qu'ils placent dans les banques des pays développés sous forme de dépôts rémunérés (les pétrodollars). Pour rétribuer ces comptes, les banques doivent elles-mêmes prêter ces sommes : le crédit aux pays en développement sera un moyen rentable de recycler les excédents des pays pétroliers. La dette change alors non seulement de nature ... mais aussi de volume. L'endettement total

2 Les « trente glorieuses » sont aujourd'hui vues comme des années de grande cohésion, de progrès et de générosité; ce qu'elles n'ont jamais été. En France, ces années glorieuses commencent en 1948 par la plus grande répression de mineurs que le pays aient jamais connu. Elles se prolongent par la guerre d'Indochine et celle d'Algérie. En Espagne et au Portugal, c'est la dictature. En Belgique, c'est aussi une guerre sanglante au Congo. En Italie, des gouvernements troubles dont les couloirs sont toujours peuplés de membres de l'extrême droite et de la Mafia. Si nous pouvons, comme le fait Felix Guattari, parler d'années de printemps, qu'il oppose aux années d'hiver après 1980, c'est parce qu'il n'y avait plus de conflits.

3 BONFOND, Olivier, « La Belgique menacée par sa dette » In *la dette ou la vie*, op cit, p. 152.

des pays en développement, qui était de 70 milliards de dollars courants en 1970, atteint 537 milliards en 1980. »⁴

De la même manière que ce que nous voyons comme une crise est aussi une aubaine, ce que nous voyons comme une dette est aussi un investissement vu d'un autre point de vue. Un bon investissement par ailleurs, sûr et rentable. Particulièrement rentable en ce qui concerne la dette du Tiers-monde et particulièrement sûr en ce qui concerne celle de l'Occident. « Du temps des prêts d'État à État ou des syndications bancaires, il s'agissait plutôt d'une relation destinée - sauf accident- à s'étaler sur le long terme. Dans le cas de la finance de marchés, le financement international relève d'une logique de rendement rapide. »⁵

Le pétrole a constitué une masse d'argent à placer dans le circuit financier. Mais ce n'est pas l'unique source d'argent disponible délié de toute activité productive. Cet argent provient aussi des actionnaires. En effet, le recours à l'actionnariat comme mode de financement des entreprises provoque un déséquilibre structurel. Les taux de rentabilité demandés augmentent et le pourcentage pris par les actionnaires s'accroît énormément au détriment des salariés. Cet argent « produit » par le système financier sera à son tour réinvesti. Par ailleurs, il faut ajouter au moins un autre élément : la dérégulation des marchés financiers opérée dans les années 1980. De fait, ce qui va changer, c'est la nature et la puissance économique des créanciers.

Pourquoi emprunter?

Au fond, rien n'obligeait nos États à emprunter... Mais les choses sont, encore une fois, plus complexes: l'augmentation de la dette provient du capital emprunté mais surtout de l'augmentation des taux d'intérêt depuis 1979. « Lorsqu'en 1979, le gouvernement des États-Unis décide de relever très fortement les taux d'intérêt, cette hausse se répercute au niveau mondial et tous les États vont en subir directement les conséquences, en particulier parce que les charges d'intérêt qu'ils doivent payer aux créanciers explosent. »⁶

En France, par exemple: « Fin 1995, le stock de la dette publique s'élevait à 431 milliards d'euros. Fin 2011, le total cumulé des intérêts servis et du capital remboursé s'élèvera à 2013 milliards d'euros, soit 4,6 fois la dette publique de la France en 1995. Dans le même temps, la dette aura grimpé à 1333 milliards d'euros, soit plus de 3 fois le montant de 1995. Pour l'équivalent d'1 euro dû en 1995, le peuple français en aura donc remboursé 4,6 et doit encore 3. »⁷

Et ceci est aussi vrai pour les pays du Sud. « Contrairement à l'idée reçue, la dette ne sert pas à apporter au Sud les sommes manquantes pour son décollage économique. Au contraire, cette dette organise l'envoi de quantités colossales de capitaux depuis les pays du Sud vers les coffres des créanciers. Une vraie hémorragie : entre 1985 et 2010, les remboursements par les pouvoirs publics des pays du Sud ont été supérieurs au montant des nouveaux prêts pour environ 666 milliards de dollars. Ce qui signifie que pour faire face à des remboursements très importants si on les compare à la taille des économies de ces pays, les gouvernements du Sud ont dû y consacrer la totalité des nouveaux prêts et ajouter 666 milliards de dollars ... sans compter que ces nouveaux prêts génèrent à leur

4 LACOSTE, Olivier, *Alternatives économiques*, Hors-série N 91, 1^{er} trimestre 2012, p. 20.

5 LACOSTE, Olivier, *op cit*, p. 21.

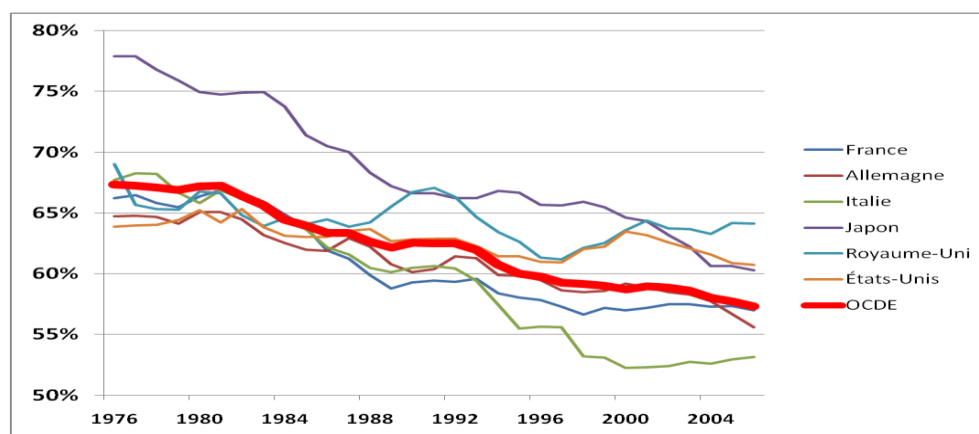
6 BONFOND, Olivier, *op cit*, p. 152.

7 FRANCHET, Pascal, « La dette publique de la France » In *La dette ou la vie*, *op cit*, p. 147.

tour des intérêts... »⁸. Intérêts qui à leur tour vont augmenter la masse d'argent disponible dans le système financier.

Par ailleurs, une bonne partie de ces emprunts ont servi à « améliorer la compétitivité des entreprises », diminuer les « charges sociales », les impôts... tandis qu'une part de plus en plus importante du chiffre d'affaires de ces mêmes entreprises est redistribuée aux actionnaires. Ce mouvement étant par ailleurs forcé par le fait que lorsqu'un pays offre ces avantages les autres sont relativement obligés de suivre.

Autre élément encore, la part des salaires dans le chiffre d'affaires des entreprises n'a cessé de diminuer depuis 40 ans et pour compenser les salariés ont dû recourir en partie au crédit



Part des salaires dans la valeur ajoutée (PIB) pays de l'OCDE – 1976 / 2006

De plus, la disponibilité du crédit provoque aussi des augmentations de prix, comme notamment dans l'immobilier.

Il est impossible de faire la somme de tous ces mécanismes, et ce n'en est pas le lieu car le plus important, c'est de comprendre que « la » dette est liée à une évolution du capitalisme et non au fait qu'on dépense trop. C'est un mode de fonctionnement et plus qu'une crise.

Dans son analyse du capitalisme, Marx signalait la différence entre le mercantilisme et le capitalisme. « Considéré comme distinct du numéraire, l'argent, résultat du procès de circulation sous la forme M-A-M, constitue le point de départ du procès de circulation sous la forme A-M-A, c'est-à-dire échange d'argent contre de la marchandise pour échanger de la marchandise contre de l'argent. Dans la formule M-A-M, c'est la marchandise, et dans la formule A-M-A, c'est l'argent qui constitue le point de départ et le point d'aboutissement du mouvement. Dans la première formule, l'argent est le moyen de l'échange des marchandises et, dans la dernière, c'est la marchandise qui permet à la monnaie de devenir argent. L'argent, qui apparaît comme simple moyen dans la première formule, apparaît dans la dernière comme but final de la circulation, alors que la marchandise, qui apparaît comme le but final dans la première formule, apparaît dans la deuxième comme simple moyen. Comme l'argent lui-même est déjà le résultat de la circulation M-A-M, dans la formule A-M-A le résultat de la circulation apparaît comme étant en même temps son

8 MILLET, Damien, « Extension des domaines de la lutte » In *la dette ou la vie*, op cit, p. 17

point de départ. Tandis que dans M-A-M, c'est l'échange de substance, c'est l'existence formelle de la marchandise elle-même issue de ce premier procès qui constitue le contenu réel du deuxième procès A-M-A. »

Avec la financiarisation de l'économie, on rencontre de plus en plus la formule A-A-A. Sans entrer dans le détail, il y a en effet une certaine dynamique économique autonome qui n'est plus pensable en termes de production. « Sur le marché des devises, quatre mille milliards (4000 000 000 000) de dollars circulent chaque jour dans le monde par-dessus les frontières. Moins de 2% de cette somme servent directement au commerce mondial ou aux investissements productifs. Plus de 98% servent à des opérations spéculatives principalement sur les monnaies, sur les titres de la dette, sur les matières premières, sur les aliments.»⁹

C'est exactement de cela que parlaient les Grecs, les Carthaginois ou les Aztèques lorsque des dieux cruels exigeaient des sacrifices humains. La différence est que leurs dieux étaient profondément ancrés dans des rituels très codifiés, alors que le nôtre n'a aucun ancrage culturel. L'autre différence est quantitative: aucun dieu de l'Antiquité n'a exigé autant de sang. Aucun dieu n'avait exigé une normalisation aussi méticuleuse de nos vies (notre santé, notre éducation, notre travail...).

Partie 2 : Des mots faciles, des histoires simples

Voici ce qu'on peut lire dans un journal sérieux : « Pour l'instant, le marché regarde, examine et s'interroge sur les mesures qui seront prises par la France. Après, il réagira", a-t-il poursuivi. Car, selon lui, la France, même si elle affirme que sa politique n'est pas guidée par les agences de notation, ne pourra pas faire l'économie de nouvelles mesures pour restaurer sa crédibilité. L'objectif est d'éviter un décrochage trop violent face à l'Allemagne. La première économie européenne a été confirmée dans son rôle de bon élève de l'Europe, ne subissant aucune dégradation, ni de sa note ni de sa perspective. »¹⁰ dit un expert (Laurent Geromini, directeur de la gestion des taux chez Swiss Life Gestion privée), interviewé par le journal.

Ainsi, quelque part, une bête étrange regarde, examine, s'interroge. Cette bête parle aussi, elle parle avec des pays. Dans d'autres histoires racontées sur ce curieux animal, il lui arrive d'avoir peur ou d'être rassuré. Mais son langage n'est pas clair, il donne des oracles, alors certains font office d'interprètes, ils traduisent en notes ce que dit le maître. Dans cette histoire, il a aussi les économies qui tour à tour sont de bons ou de mauvais élèves...

Ce récit infantilisant est l'analyse sérieuse produite par les gens sérieux d'une situation paraît-il très critique. Or, comme le constate Sandra Moatti: « En réalité, les marchés ne veulent pas, ils ne pensent pas. Leur prêter une volonté, c'est leur faire porter le chapeau, alors qu'ils n'ont pas de tête. Les traiter comme un sujet, c'est oublier qu'il s'agit d'une multitude d'agents aux intérêts divers dont la combinaison des actions peut parfois aboutir à des conséquences que personne n'a souhaité. »¹¹

Le langage qu'on emploie pour parler de la dette est systématiquement un langage métaphorique, personnifiant. Or, à force d'utiliser des métaphores, on finit par croire que les images utilisées sont des concepts adéquats.

9 TOUSSAINT, Éric, « La dette ou la vie », éditions Aden, 2011, p. 42.

10 Le Monde 16/01/2012.

11 MOATTI, Sandra, *Alternatives économiques*, Hors série N 91, *op cit.*

Bonjour monsieur Marché, comment allez-vous ce matin ?

Le principal inconvénient de ce type de langage est qu'il confère une volonté au marché, lui attribue une capacité de réflexion, d'avoir peur, d'être rassuré, empêche de penser les processus complexes qui le constituent réellement. Il institue le marché comme interlocuteur. Le plus profondément idéologique dans cette histoire à dormir debout, c'est l'idée que le marché réfléchit, examine, c'est-à-dire qu'il correspond à la conception occidentale du sujet¹²... Bref, l'idée que si le marché approuve nos choix, il nous classera parmi les bons élèves. Affirmer, induire que le marché dispose d'une volonté équivaut à dire que le feu dispose d'une volonté. Certes, on peut dire que le feu a la volonté de brûler. Dans l'avancée du feu vers une bûche, on peut imaginer des hésitations, des stratégies, des contournements, mais nous savons pertinemment que tout est image... et qu'il est impossible de négocier avec le feu pour qu'il consume seulement la moitié de la bûche. Le feu ne décide rien.

La finance dispose d'une logique et tout ce que la finance peut faire est de faire rentrer le plus de choses possibles dans sa logique, personne ne maîtrise cela. Quels que soient les résultats, y compris toute sorte de catastrophes, du point de vue de la finance, il n'existe aucune capacité à arrêter sa propre logique.

On ne peut demander à la finance d'être raisonnable parce que la finance n'est qu'une infinité d'opérations, souvent automatisées, dont l'échelle de temps est parfois celle de la seconde. Effectivement, on peut avoir une visibilité sur le résultat de ses opérations, mais la ligne qui trace l'évolution du cours de la bourse sur un graphique n'existe pas, elle n'est qu'une manière de donner une image à une infinité de mouvements économiques. Les indicateurs ne sont pas des signes que nous donnerait l'économie.

C'est pourquoi cela n'a pas de sens de chercher un retour à l'équilibre, avec une finance enfin « rassurée ». La finance n'a pas peur parce tout comme le feu n'a pas peur, parce qu'elle n'a aucune vue extérieure d'elle-même. Et surtout, il n'y a aucun équilibre possible, il n'y a qu'un processus.

Conclusion

C'est cette dernière « ambiguïté » qu'on avait retenue, l'impression qu'il y a un gouvernement de plus en plus autoritaire, mais qui ne maîtrise pas grande chose. Or, au fond, il n'est pas très difficile de lever cette ambiguïté.

En effet, le processus complexe qu'est la finance n'est pas maîtrisable. En revanche, on peut tenter de maîtriser les gens. Avec une certaine franchise, les hommes politiques le déplorent : « on n'a pas le choix », martèlent-ils.

D'un côté, des populations et de l'autre, une logique glissante, mouvante dont on ignore encore les conséquences d'éventuelles modifications tandis qu'ils savent comment avoir prise sur les populations, ayant derrière eux plus d'un siècle d'expériences dans la gestion des États modernes.

Par ailleurs, au nom de quoi feraient-ils autre chose? Leur formation, l'ensemble de leur carrière, tous les hauts fonctionnaires et leurs conseillers ont travaillé dans la perspective de la gouvernementalité. Or, tant qu'on se préoccupe d'assurer une gouvernementalité, le

¹² Bref, nous pensons un marché à notre image, ou alors il a pris cette forme après une lecture attentive de la « critique de la raison pure »...

choix est fait d'avance. Tant que les ajustements structureaux seront possibles, ils seront faits. C'est ce qui explique qu'aujourd'hui aucun parti politique européen en position de gouverner ne se démarque de cette ligne.

En même temps, ils ne sont possibles que tant que les arguments sont entendus. Car aussi abstraite que soit la finance, si les ajustements, si les rentabilités de 15% ne sont plus possibles sur le terrain, elle sera ralentie de fait. Faute de combustible.